



DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE ORIENTALE ET DANS L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

N° 22

MARS-AVRIL 2017

« LE GENRE EN LIGNE DE MIRE »

Éditorial

L'Europe de l'Est a connu d'importants mouvements sociaux ces deux derniers mois. La Roumanie a ainsi vu en février une mobilisation sans précédent dans son histoire. En affirmant explicitement leur appartenance à l'Union européenne, les manifestant.e.s ont pris pour cible la corruption et ont réussi à faire abroger des ordonnances qui visaient à limiter la lutte anti-corruption dans ce pays gangrené par des pratiques de corruption devenues institutionnelles. Un mouvement similaire a émergé en Russie, les militant.e.s élargissant le répertoire d'action en marchant, sans former de cortège, le long des trottoirs de l'une des principales artères de Moscou. La manifestation était interdite, interdiction bravée par l'instigateur de la manifestation, Alexeï Navalny. Ce blogueur et désormais le plus célèbre opposant à Vladimir Poutine, arrêté lors d'une manifestation en mars dernier avec plus mille manifestants, avait été condamné un mois avant à cinq ans de prison avec sursis pour détournement de fonds. Cette seconde condamnation pour un même motif – la première ayant lieu en 2013 – a été

dénoncée comme « arbitraire » et « politiquement motivée » par la Cour européenne des droits de l'Homme. La Pologne continue, elle aussi, d'être le théâtre d'une mobilisation citoyenne, de nombreux partis et organisations en étant parties prenantes mobilisées contre la politique conservatrice et nationaliste du gouvernement. Lors d'une marche pour la liberté, organisée le 6 mai, des manifestant.e.s brandissaient drapeaux d'organisations et drapeau européen, signe que malgré la baisse de confiance, l'Union incarne encore aujourd'hui un certain idéal démocratique. Enfin, des manifestations ont eu lieu en Russie contre les arrestations et la persécution des homosexuels en Tchétchénie. A cette occasion, des manifestations de solidarité se sont tenues dans plusieurs grandes villes d'Europe. Un exemple à suivre...

Et c'est précisément sur les enjeux liés au genre que nous consacrons ce numéro. Bonne lecture !

E. T.

Ligue
des **droits de**
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial

..... p. 1

Actualité

Russie : La « loi des gifles », par Camille Coatalem-Serikoff p. 3

Dossier « Le genre en ligne de mire »

Des prisons secrètes pour homosexuels en Tchétchénie, par Anna Hastings p. 4

Être homosexuel et grandir en Russie, entretien par Camille Coatalem-Serikoff p. 5

J'essaye simplement d'être. Témoignage d'un transsexuel en Ukraine,
par Igor Medved p. 6

Le VIH en Ukraine : quelles avancées depuis le Maïdan ?, par Constance Boris p. 9

VIH à l'extrême Est de l'Europe, par Constance Boris et Camille Coatalem-Serikoff p. 13

« Pédé!/Sale gouine! Je l'entends dire tous les jours. La haine fait mal ».

Les campagnes contre l'homophobie en Pologne, par Joanna Ciesielska p. 14

#JeNaiPasPeurDeDire ou la lutte contre la violence faite aux femmes
en Ukraine, par Anna Garmash p. 16

Lire

Les vierges jurées d'Albanie. Des femmes devenues hommes d'Antonie Young p. 18

Comprendre la Pologne. Société, politique et institutions sous la dir. d'Anna

Paczesniak et de Jean-Michel de Waele p. 19

Géopolitique de la Russie de Jean-Sylvestre Mongrenier et de Françoise Thron p. 20

La tête de Lénine de Nicolas Bokov p. 21

Les eaux-delà du Danube. Études d'ethnologie balkanique
de Marianne Mesnil et d'Assia Popova p. 21

Equipe de rédaction : Camille Coatalem-Serikoff, Ewa Tartakowsky, Viviane Tourtet.

Ce numéro a été réalisé avec la collaboration de l'association Ukraine Action.

► Contribuer à la « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique »

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ».

Actualités

Russie : La « loi des gifles »

Par Camille Coatalem-Serikoff

Dans quelle direction la société russe évolue-t-elle ? Quel avenir se prépare-t-elle ? Quelles valeurs sont les siennes ? La nouvelle loi russe votée en janvier dernier sur la dépénalisation des violences domestiques en fournit des réponses. Surnommée « la loi des gifles », cette loi requalifie les violences domestiques en infractions civiles. Les auteurs de violences ne risquent plus qu'une amende et des travaux d'intérêts généraux.

C'est avec une écrasante majorité que les députés russes ont adopté, le 25 janvier dernier, un projet de loi visant à dépénaliser les violences commises dans le cercle familial. Le texte adopté avec 385 voix et seulement 3 contre, allège les peines pour les violences commises au sein du cercle familial, commuant les deux ans de prison jusque-là encourus en une amende pouvant aller de 78 euros à 470 euros et/ou une incarcération de 15 jours. En d'autres termes, quelqu'un qui frappe l'un de ses proches – parent, conjoint, enfant – n'ira plus en prison : les deux ans de détention ferme seront définitivement abolis, sauf en cas de violence grave ou de récidive.

Comme le rappelle *Le Courrier de Russie*¹, l'objectif de cette loi est de réduire le nombre d'enquêtes pénales, de soulager le travail des tribunaux et de vider les prisons. Les coups légers sont passés de la qualification de crime à celle de simple délit administratif. Pour

les associations des défenseurs des droits de l'Homme, cette loi va rendre la violence domestique « légitime » et « acceptable » et les victimes seront encore plus vulnérables. Selon Anita Soboleva, membre du Conseil des droits de l'Homme auprès du Président russe, « *Dépénaliser la violence domestique équivaut à dire aux gens qu'ils ont le droit de frapper leurs proches, et que tout ce qu'ils risquent, c'est une amende !* »

« *C'est un pas de plus en arrière car les femmes et les enfants se retrouvent sans protection. Il est apparemment difficile pour la société de se rendre compte que la femme victime de violence domestique vit en réalité une situation de totale vulnérabilité* », témoigne auprès de l'AFP, Irinia Matviyenko coordinatrice du centre d'appel ANNA en Russie.

En janvier dernier, *Le Monde* indiquait que la sénatrice Elena Mizoulina, à l'origine de cette loi, avait aussi soutenu la loi contre la « propagande homosexuelle »². Connue pour ses positions conservatrices, elle est favorable à l'interdiction de l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et a même proposé de taxer les divorces. Ses positions conservatrices s'inscrivent dans la droite ligne des discours appelant à s'écarter des valeurs occidentales et au retour d'une société russe plus traditionnelle.

La violence domestique en chiffres

Les enfants

- Chaque année, 26 000 enfants sont victimes de violences de la part de leurs parents ;
- 2 000 enfants et adolescents par an se suicident à cause de la violence qu'ils subissent à la maison ;
- 10 000 enfants et adolescents par an fuient chaque année le domicile de leurs parents.

Les femmes

- Chaque jour, 36 000 femmes russes sont victimes de violences conjugales.
- 12 000 femmes décèdent, chaque année, sous les coups de leur conjoint, soit une femme toutes les quarante minutes.
- 97 % des affaires pénales concernant des faits de violence domestique n'arrivent pas jusqu'au tribunal.

Source : www.lecourrierderussie.com

1. Rusina Shikhatova, « Pourquoi la Russie dépénalise-t-elle les violences domestiques ? », *Le Courrier de Russie*, le 26 janvier 2017, <https://www.lecourrierderussie.com/societe/2017/01/pourquoi-depenalise-violence-domestique/>
 2. Isabelle Mandraud, « La Russie dépénalise les violences domestiques pour éviter la "destruction de la famille" », *Le Monde*, le 26 janvier 2017, http://abonnes.lemonde.fr/europe/article/2017/01/26/contre-les-valeurs-occidentales-la-russie-depenalise-les-violences-domestiques_5069197_3214.html

Dossier « Le genre en ligne de mire »

Des prisons secrètes pour homosexuels en Tchétchénie

Par Anna Hastings

Sous couvert d'une campagne de renaissance des traditions musulmanes, le régime de Ramzan Kadyrov aurait lancé un programme d'arrestation et de répression contre les homosexuels. Retour sur l'enquête du journal russe *Novaya Gazeta* sur les « prisons secrètes » de Tchétchénie.

Depuis plusieurs jours, des nouvelles alarmantes sur la situation des homosexuels parviennent de Tchétchénie. Début mars, des activistes LGBT du Nord Caucase ont participé au projet GayRussia.ru pour organiser des Gay Prides dans quatre villes du Caucase du Nord. Ces revendications ont eu un écho dans toute la région. D'importantes protestations contre ces Gay Prides ont eu lieu, et sur les réseaux sociaux des appels aux meurtres contre les homosexuels ont proliféré. D'après le journal *Novaya Gazeta*, une centaine d'hommes âgés entre 16 et 50 ans sont détenus dans des prisons tenues secrètes dans la ville d'Argoun et de Tsotsi-lourt, en raison de leur homosexualité, réelle ou supposée. Torturés, trois de ces personnes seraient déjà mortes. Selon des témoignages de rescapés recueillis par le journal, les détenus seraient contraints à livrer sous la torture les noms des autres

homosexuels de leur entourage. Parmi les hommes arrêtés se trouvent des personnalités religieuses tchétchènes, deux présentateurs de télévision, mais aussi des personnalités proches du pouvoir. Comme le rappelle Aude Merlin dans une interview au *Monde*¹, l'homosexualité en tant que telle n'est pas interdite par la loi en Russie. Officiellement, la législation de 2012 pénalise la propagande à l'encontre de mineurs concernant les relations sexuelles non traditionnelles.

Cependant, la Tchétchénie est dirigée par un président autoritaire Ramzan Kadyrov. Il est soupçonné d'être le commanditaire de plusieurs assassinats d'opposants russes comme Natalia Estemirova en 2009 et Boris Nemtsov en 2015. Musulman très conservateur, le régime de Kadyrov avance une vision très rigoriste de l'islam. Les jeux de hasard sont officiellement interdits, la diffusion de la musique occidentale réduite, et les restrictions imposées aux femmes se sont multipliées. Ainsi toutes les femmes travaillant dans l'administration publique et les étudiantes sont obligées de porter le *hijab*. Il est obligatoire pour toutes les femmes de porter le voile dans les lieux publics. Cette position ultra-traditionaliste contribue à créer un climat violent pour toutes les minorités, notamment les homosexuels, où s'affirmer publiquement comme tel revient à risquer la mort. Les autorités, ont de leur côté, démenti, affirmant que « *l'homosexualité n'existait pas en Tchétchénie* ».

1. Aude Merlin, « Homosexualité : en Tchétchénie, « tout comportement minoritaire est rendu impossible », *Le Monde*, 12 avril 2017, http://www.lemonde.fr/idees/article/2017/04/12/homosexualite-en-tchetchenie-tout-comportement-minoritaire-est-rendu-impossible_5110267_3232.html.

Être homosexuel et grandir en Russie

La répression contre les homosexuels continue en Russie. Elle met sous pression les LGBT dans tout le pays, en les diabolisant et en leur interdisant toute forme de manifestation. Tour à tour les lois punissent les actes de « propagande » homosexuelle vis-à-vis des mineurs et répriment les « offenses aux sentiments religieux ». Dernièrement, le très populaire site de rencontre gay BlueSYSTEM a été fermé par les autorités russes. Aujourd'hui, plus de 30 % de la population estime que l'homosexualité est une « une maladie à soigner ». La Lettre des droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique est allée à la rencontre d'Alexander, un jeune étudiant homosexuel de 23 ans vivant à Moscou.

Propos recueillis par **Camille Coatalem-Serikoff**

Comment les médias russes véhiculent-ils l'image de l'homosexualité ?

La médiatisation de l'homosexualité n'est pas comparable à celle en Occident. C'est un sujet peu abordé, pour ne pas dire tabou. La question de l'homosexualité est reprise quand il se passe quelque chose en Europe. Ici en Russie, la vie homosexuelle n'existe pas, elle ne se voit pas. Et je ne parle même pas de la question de la transsexualité qui est pratiquement inexistante : les trans n'ont pas de place dans notre société. Lors des débats pour le mariage homosexuel en France, les médias ont principalement montré les manifestations et des images de foules nombreuses. Ils ont interviewé des personnes qui avaient du mal à comprendre cette loi, voire qui s'y opposaient totalement. Moi, évidemment, ça m'intéressait, mais en Russie cela n'a pas fait énormément de bruit. Ma famille et mes amis s'en fichaient complètement.

Quel est le poids des médias en Russie ?

Les médias sont partie prenante de la politique. La société russe est contrôlée par les médias qui sont quasiment tous influencés à des degrés différents par la ligne gouvernementale. La majorité des gens n'ont pas d'autres sources d'information, et lorsque l'on parle ici en Russie de l'homosexualité, c'est systématiquement en des termes négatifs. Les Russes ne sont pas forcément homophobes, mais à force de marteler le même discours, ils le deviennent, ou du moins, deviennent

méfiant. Mais, encore une fois, ce n'est pas un thème principal dans nos débats.

Quel impact a eu la loi interdisant la « propagande » gay vis-à-vis des mineurs ?

Personnellement cela n'a rien changé pour moi, parce que je vis à Moscou. Je n'ai pas changé mes habitudes, ma vie privée doit rester dans un cadre privé, même si j'aimerais pouvoir parfois être plus libre de mes mouvements dans la rue. En revanche, cette loi ne fait pas qu'interdire, elle renforce aussi le sentiment contre les gays, elle contribue à donner une image négative de l'homosexualité. Cette loi insinue que c'est quelque chose de transmissible, qu'à la vue répétée de couples homosexuels, hommes ou femmes, s'enlaçant ou s'embrassant, un jeune enfant pourrait « devenir » homosexuel. C'est aussi à travers le prisme de la sexualité que la Russie veut se forger une identité et ainsi se distinguer de l'Occident. Justement l'Europe est considérée comme décadente avec la reconnaissance du mariage des personnes du même sexe, tandis que la Russie se veut être un rempart contre cette perversion. La Russie, c'est « la Sainte Russie », traditionnelle et patriarcale. Donc il y a aussi tout un enjeu d'identité nationale derrière la question homosexuelle. L'homosexualité est contraire aux valeurs orthodoxes de la Russie.

L'homosexualité est donc une affaire privée ?

Parfaitement, il y a eu cette histoire d'une professeure d'école en province qui avait posté des photos d'elle et sa copine sur les réseaux sociaux. Rien de choquant, juste des photos de couple comme tu peux en voir sur Vkontakte ou Instagram. Par la suite, elle a été virée de son poste. Ce n'est pas une banalité en Russie, mais qu'en bien même, il ne faut pas croire non plus que c'est une généralité. Mais c'est un motif suffisant dans mon pays pour te virer. Le gouvernement russe ne veut pas de problèmes : tu peux aimer qui tu veux mais dans un cadre privé, mais une fois que tu sors de chez toi, que tu franchis le seuil de la porte de ton appartement, tu ne dois plus rien montrer. Dès que l'on déclare ouvertement son homosexualité, on s'expose à des menaces.

Si la sexualité doit rester dans un cadre privé, comment la « communauté » homosexuelle se rencontre-t-elle librement ?

Il y a plusieurs associations qui militent pour les droits et les libertés des homosexuels. Moi, je n'y participe pas. Ce n'est pas vraiment mon truc. Les villes comme Moscou et Saint-Pétersbourg sont des cadres assez privilégiés pour que la communauté gay se rencontre. Il y a de nombreux bars et clubs identifiés comme homosexuels, et puis il y a des applications et des sites de rencontres bien spécifiques, c'est comme en Europe, très globalisé. La majeure

partie de ces sites ne sont pas censurés par l'État. Cependant, certaines personnes sont prudentes voire paranoïaques et choisissent de ne pas mettre leur vrai prénom sur les sites de rencontres. C'était le cas de mon ex-copain. Mais c'est peut-être aussi lié à la génération, la mienne est sans doute un peu plus libérée et ouverte que les précédentes.

Cette paranoïa est peut-être justifiée, il y a eu des problèmes avec ces sites de rencontres il y a quelque temps, non ?

Oui, tu fais peut-être référence au mouvement « Occupy Pedophilyaï » lancé par Maxime Martsinkevitch, afin de lutter contre la pédophilie. Lui et les membres de ce mouvement piégeaient de jeunes gays en leur donnant rendez-vous. La victime était filmée, injuriée, forcée de dévoiler son identité, de reconnaître son homosexualité et parfois même de boire de l'urine. La vidéo était ensuite postée sur les réseaux sociaux russes. Maxime Marchinkevitch a été condamné par les tribunaux en 2014 pour incitation à la haine. Mais des mouvements similaires à celui-ci persistent un peu partout en Russie. C'est un mouvement qui cible les pédophiles. Le problème c'est que dans la mentalité russe l'homosexualité est assimilée à la pédophilie.

Tu as déjà été confronté à des remarques ou des insultes ?

Pas d'insultes, mais lorsque j'avais 12 ans, j'ai reçu une sorte d'injure. Je visitais la ville de Serguiev Possad avec ma classe. Une altercation est survenue entre mon professeur et une femme russe, je ne sais

plus pour quel motif. Les autres enfants et moi, nous nous sommes interposés pour défendre notre professeur, et cette femme, dans sa colère, s'est tournée vers moi et m'a dit, comme si c'était un mauvais sort, ou une malédiction, qu'elle souhaitait que je devienne homosexuel... Ça m'a beaucoup marqué. Finalement c'est peut-être comme ça que tout a commencé pour moi (éclat de rires).

Le VIH/Sida reste bien souvent associé à l'homosexualité. Quels types de prévention y a-t-il en Russie ?

Il n'y a pas de prévention pour les MST, ni de programme de sensibilisation massif. Parfois, on peut voir des publicités dans la rue, mais c'est plutôt rare. Il n'y a pas de campagne de prévention pour nous inciter à nous faire dépister. A l'université, je me souviens avoir eu un cours sur les causes de transmission du VIH, mais si tu demandes aux gens autour de nous comment ça se transmet, beaucoup ne vont pas savoir. La population est très mal informée, cette maladie reste taboue. Un jour j'ai eu cette discussion avec ma mère, elle m'a demandé si je serais capable de me tenir à la même table qu'un séropositif, car pour elle c'était une chose inimaginable. Elle me disait que les postillons et la salive pouvaient transmettre le virus. Mais moi, je sais que ce n'est pas vrai.

Constates-tu malgré tout des évolutions de la cause homosexuelle en Russie ?

Je ne vois pas d'évolution positive de la condition des homosexuels en Russie, il n'y a pas eu d'amélioration, bien au contraire.

J'essaye simplement d'être

Témoignage d'un transsexuel en Ukraine.

Par Igor Medved

Igor Medved est coordinateur de l'association ukrainienne HPLGBT, qui défend les droits et les libertés des personnes transgenres. Il revient dans cet article sur son parcours professionnel mais aussi son combat personnel pour se faire accepter et s'accepter soi-même comme personne transsexuelle.

Je suis né dans une famille qui travaillait dur. Mes parents étaient tous les deux employés d'une entreprise qui produisait des appareils de reproduction d'œuvres musicales. C'est là-bas qu'ils se sont rencontrés. J'ai grandi dans une famille aimante, entouré de mes parents, grands-parents et cousins. Ma mère m'a toujours répété qu'il fallait être responsable non seulement de ses actions, mais aussi de ses paroles. Je porte en moi la prudence et la sagesse que m'a inculquées ma famille.

Je me souviens que lorsque j'étais à la crèche presque tous les éducateurs me confondaient avec une petite fille. Enfant, je tombais souvent malade et lorsque ma mère me conduisait chez le médecin, elle était toujours méfiante, avec un air même légèrement dégoûté, sans que je comprenne pourquoi. La femme médecin me questionnait sans arrêt sur des choses qui n'avaient rien à voir avec ma maladie, jusqu'au jour où elle me demanda de faire entrer ma mère et d'attendre derrière la porte. Après une conversation agitée, ma mère est sortie du bureau irritée. Lorsque les portes se sont ouvertes, j'ai entendu distinctement la voix du médecin lui dire : « *même si vous ne lui en parlez pas, la prochaine fois, il viendra en robe* ». Toute la salle d'attente l'avait aussi entendu. À ce moment précis, j'ai senti pour la première fois que quelque chose n'allait pas avec moi. Je ne pouvais plus aller voir ce médecin, car j'avais peur qu'elle n'abuse de son statut, ou qu'elle ne me fasse la leçon sur la manière dont mes parents m'avaient élevé, manière qu'elle ne cautionnait pas. En effet, je ne correspondais pas à ses

représentations masculines, et mon orientation sexuelle n'était pas ce qu'elle aurait dû être.

Et puis, bien sûr, ma vie privée a été étalée sur la place publique. Ma sexualité était devenue un sujet brûlant des conversations entre les garçons de mon âge. Durant longtemps, je n'ai pas eu accès aux services médicaux, parce que le système était fait de telle manière qu'il n'était pas possible de changer de médecin, car, au final, ils étaient tous non seulement intolérants, mais éprouvaient de la haine pour ceux qui avaient une orientation sexuelle différente de la leur, ou une identité du genre mal définie. Mes sentiments se sont confirmés après avoir rencontré un garçon à qui les médecins reprochaient aussi son homosexualité, alors qu'il était à peine efféminé et qu'il plaisait aux filles. Lui aussi a connu des difficultés pour accéder aux soins de santé. L'accès complet est apparu seulement lorsqu'une nouvelle grande clinique, avec son lot de nouveaux médecins, a été construite. Puis cette femme médecin est morte, emportant avec elle sa haine dans un autre monde.

J'essayais d'être un garçon ordinaire. Puisque ce médecin m'a forcé à faire mon *coming-out*, j'ai commencé à jouer ouvertement à la poupée avec les filles. De nombreux adultes, voire enfants, se moquaient et me condamnaient pour ça. Volontairement, je correspondais de moins en moins au stéréotype masculin, et entrais dans un rôle féminin, ce qui m'a d'ailleurs valu plusieurs agressions physiques. J'ai décidé de tout avouer et de parler franchement avec quelqu'un de l'église locale. Je me suis livré par petit bout. J'ai d'abord avoué que j'avais essayé de fumer, et immédiatement je me suis retrouvé ouvertement jugé et mon aveu a été dévoilé au grand jour, me faisant ainsi passer pour une personne dérangée, peu éthique, ce qui m'a beaucoup fait culpabiliser. C'était finalement une bonne chose de n'avoir rien dit de plus. À partir de ce moment-là, je me suis renfermé sur moi-même et je restais chez moi. J'allais peu à l'école, je m'y sentais malheureux, peu soutenu, j'étais harcelé constamment et recevais de nombreuses intimidations morales et physiques. Un jour, le plus beau garçon de la classe est venu me parler et m'a proposé de jouer avec lui à chat lors de la récréation. Quand je suis devenu le chat, les élèves des autres classes m'ont insulté, bousculé et m'ont fait des croche-pieds. Ça a été l'un des pires jours de ma vie. Je suis tombé et quatre de mes dents se sont cassées, c'était comme si toutes mes dents s'arrachaient d'un coup. Le sol était couvert de sang ainsi que mes mains et mes vêtements. Ma tête tournait, je perdis conscience, et on m'emmena à l'hôpital. Pensez-vous qu'un des parents se serait excusé, ou aurait exprimé un regret ou de la sympathie ? Aucun. De plus, certains adultes déclarèrent ouvertement que j'aurais mérité pire. C'est la première fois que j'ai pensé à me suicider.

Je ne savais pas comment me comporter,

qui j'étais, et ce que j'allais faire plus tard. Il n'y avait pas d'information à l'époque. Je n'ai compris que plus tard que j'étais dans un corps étranger. J'ai vraiment pensé que j'étais un monstre, que toutes les portes seraient fermées pour moi et que je n'avais qu'à m'y résigner, et que ce serait toujours ainsi.



Igor Medved

Toutefois, j'ai trouvé en moi la force de me préparer aux examens, j'ai réussi les concours et je suis rentré à l'université, en fac de psychologie. En effet, je voulais avant tout me comprendre. À ce moment-là, j'ai rencontré de nouvelles personnes avec des attitudes différentes. J'ai compris qu'il fallait que je fasse quelque chose et je suis devenu ami avec un jeune homme qui m'a fait rencontrer un volontaire dans un centre de défense des droits de l'Homme. Leur équipe m'a accepté tel que j'étais. Plus tard, j'ai appris qu'une Coalition réunissait les associations de tout le pays qui proposent des services aux personnes vivant avec le VIH. Là-bas, on m'a proposé d'aider à diffuser des messages et des moyens de prévention. J'ai accepté avec plaisir et alors que je terminais l'université, j'ai effectué un stage dans un Fonds de prévention des dépendances chimiques et du VIH que je connaissais bien. Mon stage consistait à répondre au téléphone d'une ligne anonyme pour effectuer des consultations. J'ai ainsi entendu de nombreuses histoires personnelles et certaines d'entre elles m'ont inspiré et motivé pour aller plus loin. De cette façon, grâce au soutien de la Coalition, nous avons organisé la première conférence nationale du mouvement LGBT et des services aux hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes (HSH) en Ukraine, qui jusqu'à aujourd'hui continue de réunir chaque année de plus en plus de militants et de personnes qui les soutiennent.

Ensuite, j'ai postulé à l'École du leadership. C'était une série de formations de haut niveau, organisée par l'Agence des États-Unis d'Amérique au développement international.

Ma joie était sans limite, quand j'ai appris que j'étais sélectionné pour y participer. J'y ai rencontré de nouvelles personnes et des leaders de communautés marginalisées. Je me suis trouvé beaucoup de points communs avec l'un des représentants des travailleurs du sexe, j'ai énormément appris de nos échanges.

Parfois, j'avais l'impression que mon cœur ne tiendrait pas, les médecins me disaient qu'il était trop faible, en plus de nombreux problèmes de santé et, le plus énervant, je ne peux me faire anesthésier. Oui, malheureusement, il se trouve que je fais partie de ces transgenres pour qui une opération de changement de sexe est interdite à cause de leur condition médicale. J'ai accepté cela. Je voyais bien aussi que les questions qui concernaient les transgenres n'étaient pas à l'ordre du jour et que leurs problèmes n'étaient clairement pas prioritaires, j'ai donc décidé de réunir un groupe de personnes qui partageaient les mêmes idées.

À partir de 2004, les militants, futurs fondateurs et adeptes de l'organisation, étaient déjà volontaires, employés et membres de différentes structures de prévention ou de plaidoyer. Nous nous battions pour les droits des transgenres et nous défendions les besoins de la communauté. Au fond, il y avait peu d'information sur la communauté transgenre en Ukraine dans ces années-là et nous tentions de nous faire entendre et de parler de nos besoins partout où cela était possible. Mais nos voix n'étaient pas entendues. Parfois des interventions ponctuelles nous étaient consacrées, mais les associations dans le domaine du VIH ou des questions LGBT n'avaient ni les ressources, ni les connaissances, ni l'expérience pour s'occuper réellement des problèmes des transgenres.

Nous avons développé un groupe d'initiative qui s'appuierait sur les besoins de la communauté transgenre de la ville et de tout le pays. Des personnes qui partageaient nos convictions, des spécialistes de toutes les villes d'Ukraine qui n'étaient pas indifférents aux conditions de vie des transgenres et, le plus essentiel, des transgenres eux-mêmes. Après avoir enrichi nos connaissances, accumulé une certaine expérience, s'être développé de façon permanente, nous nous sommes fixé un objectif ambitieux qui était auparavant notre rêve commun : nous constituer en association. En 2014, d'un groupe d'initiative nous sommes devenus une association à part entière, qui implique de façon active les gens qui partagent notre Mission et qui sont prêts à être proactifs en Ukraine et au-delà de ses frontières. La date officielle de l'enregistrement du bureau de représentation de HPLGBT à Kiev est le 2 juillet 2014.

Parmi les principaux axes de travail de HPLGBT, on trouve le développement de la communauté transgenre et leurs différents sous-groupes et cross groupes¹, la baisse du niveau

de discrimination et de violence envers eux, en particulier ceux qui peuvent être impliqués dans le travail du sexe, et enfin une plus grande influence de toute la communauté transgenre sur la politique dans le domaine des droits de l'Homme. Actuellement, nous constatons que les associations du domaine du VIH, qui sont orientées vers le groupe comportemental HSH, sont absolument inefficaces pour les personnes transgenres. La solution à cette problématique doit passer par le transfert de la défense du droit à la santé aux groupes des transgenres auto-organisés, qui ont déjà, avec leurs partenaires, une stratégie d'inclusion des transgenres et des sous-groupes qui ont le plus besoin des services liés au VIH. L'évaluation du nombre de transgenres, des membres de leurs sous-groupes et cross-groupes et l'étude de leurs besoins spécifiques sont également nécessaires.



Désormais, HPLGBT coordonne et met en œuvre des recommandations rédigées de façon commune, étroitement liées avec le Planning stratégique de HPLGBT pour les années 2015-2020 ainsi que le Programme de développement de l'ONU (PNUD) pour l'Ukraine. En coopération avec la Coalition Eurasiatique pour la santé des hommes, HPLGBT a déjà organisé une rencontre sur les questions transgenres : « Dialogue des représentants de la communauté transgenre des pays d'Europe de l'Est et d'Asie Centrale (EEAC) ». Ce sont près de trente personnes qui ont pris part à la rencontre et qui représentaient les intérêts des communautés transgenres de neuf pays de la région EEAC : Ukraine, Russie, Arménie, Kirghizstan, Moldavie, Belarus, Tadjikistan, Géorgie et Azerbaïdjan. Après cette rencontre, HPLGBT et ses partenaires stratégiques ont réalisé une campagne d'information sur les membres de la communauté transgenre d'Ukraine.

Néanmoins, aucun changement majeur n'a encore été atteint, et c'est précisément pour cela que nous appelons tous les partenaires à dédier de façon urgente des ressources au travail avec la communauté transgenre d'Ukraine, ce qui permettrait par la même occasion de minimiser les risques et le niveau de propagation du VIH chez les transgenres. Dans le contexte des nouveaux objectifs, tâches et devoirs fixés par la Déclaration politique des Nations Unies sur la fin du Sida en 2016, nous affirmons l'importance historique et l'urgence du plan pour redoubler d'efforts afin de mettre fin à l'épidémie du Sida d'ici 2030, et nous exigeons également la garantie des droits et de l'accès à la santé des personnes transgenres en Ukraine, avec

1. Une personne fait partie d'un cross-groupe si elle appartient au moins à deux groupes vulnérables à la fois, par exemple, transgenre et travailleuse du sexe.

l'inscription explicite des transgenres dans la liste des groupes particulièrement vulnérables à l'infection à VIH en Ukraine (y compris les territoires non-contrôlés et annexés³).

En 2000, l'Association américaine de Psychiatrie a publié les évaluations suivantes sur la fréquence de la transsexualité : 1 sur 30 000 (le masculin vers le féminin) et 1 sur 100 000 (le féminin vers le masculin). Toutefois, selon les calculs de Lynn Conway, le nombre d'opérations de changement de sexe masculin à féminin serait seulement de 1 sur 2 500. Selon cette chercheuse, la population transsexuelle serait réellement de 2 à 4 fois supérieure au nombre d'opérations, c'est pourquoi elle donne des estimations entre 1 sur 1 500 et 1 sur 500. De manière générale, les données sur la santé des transgenres sont moins fiables que pour l'ensemble de la population. C'est lié à des facteurs tels que la difficulté de former des panels représentatifs, l'absence d'évaluation de la taille de ces groupes et des problèmes dus au stigma et à la discrimination. Les transgenres restent considérablement mal lotis dans le domaine de la lutte contre le VIH. Ainsi, seulement 39 % des pays qui possèdent un instrument d'évaluation des

politiques et des engagements nationaux, ont déclaré en 2014 que leur stratégie nationale pour le Sida englobait les transgenres. Nous avons enfin obtenu la mobilisation d'un des cross-groupes qui a le plus besoin d'aide, les transgenres-travailleurs du sexe. De cette façon nous menons actuellement un projet de mobilisation de la communauté. Des événements sont organisés et ont lieu dans le cadre du projet « Mobilisation des transgenres travailleurs du sexe dans la ville de Kiev » pour permettre l'auto-organisation des transgenres HPLGBT, grâce au soutien financier de l'Open Society Foundation.

À présent, j'ai un objectif : contribuer à obtenir une égalité citoyenne entière et un confort social pour les transgenres de toutes les catégories et de tous les types, y compris ceux des sous-groupes et des cross groupes, par la création de conditions pour le développement complet, le devenir social et la construction de personnalités indépendamment de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité de genre.

Traduit du russe par **Constance Boris** et **Camille Coatalem-Serikoff**

3. Les républiques populaires de Donetsk et de Louhansk et la Crimée [ndlr].

Le VIH en Ukraine : quelles avancées depuis le Maïdan ?

Par **Constance Boris**, spécialiste des pays de la CEI, et des questions du VIH/Sida

Il y a trois ans, la révolution du Maïdan chassa le président et le gouvernement en place en Ukraine. Parmi les principales revendications : la lutte contre la corruption, l'un des combats également porté depuis des années par des associations défendant les droits des patients et l'accès aux traitements. Cette révolution et les événements qui ont suivi ont influencé le pays entier, jusque dans le domaine de la santé publique. En ce qui concerne l'accès aux soins et à la prévention du VIH, de nombreuses évolutions sont à observer.

De par les revendications communes et leurs convictions personnelles, de nombreux collaborateurs et militants des associations

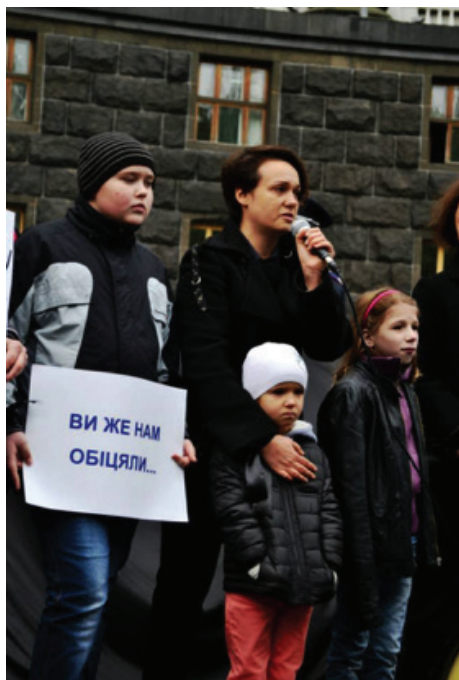
dans le domaine du VIH étaient présents sur le Maïdan. L'implication était telle que les bureaux du Réseau Ukrainien des Personnes Vivant avec le VIH, à proximité du Maïdan, ont servi d'hôpital d'urgence¹ durant les journées les plus violentes de ces événements. L'association « Patients d'Ukraine », une association fondée il y a six ans par des militants qui travaillaient pour le Réseau Ukrainien des Personnes Vivant avec le VIH, menait avant la révolution une lutte acharnée pour renforcer la transparence dans les appels d'offres de médicaments du ministère de la santé et l'élargissement de l'accès aux soins.

Si la révolution a apporté de nombreux espoirs, l'annexion de la Crimée puis le conflit armé dans le Donbass ont bouleversé la vie d'un grand nombre de personnes. L'accès aux soins et aux moyens de prévention pour le VIH en a été directement affecté.

Selon le Centre épidémiologique d'Ukraine, « *malgré les résultats atteints dans la lutte contre le VIH/sida, dans un contexte de transformation dans toutes les sphères de la vie, de crise économique et de conflit armé à l'est du pays, l'infection au VIH continue de se répandre* »². Le constat est sans appel.

1. Reportage télé partagé sur la page Facebook de l'association : <https://www.facebook.com/All.Ukrainian.Network.of.PLWH/videos/vb.161266363960672/1230431430377488/?type=2&theater>

2. Centre épidémiologique, *Infection à VIH en Ukraine, Bulletin d'information* n° 45, 2016, p. 7



© Patients d'Ukraine

« Vous nous aviez promis » En octobre 2014, journée massive de protestation dans de nombreuses villes d'Ukraine, à cause des retards dans le lancement des appels d'offres pour les médicaments.

Ainsi, la proportion d'habitants de l'Ukraine qui vivent avec le VIH a augmenté de 5,6 % entre 2015 et 2016, et le nombre de personnes malades du Sida de 16 %³, ce qui est significatif de la dégradation de la prise en charge des personnes qui vivent avec le VIH.

Un territoire éclaté

Entre 800 000 et un million de déplacés internes⁴, sans compter les personnes qui se sont réfugiées à l'étranger, ont quitté leur région d'habitation et ont dû retrouver logement, emploi, écoles pour leurs enfants, et pour les personnes qui vivent avec le VIH sous traitement anti-rétroviral, il s'agissait également de trouver des centres de soins afin de poursuivre leur traitement. Des centres de soins qui n'étaient pas préparés à accueillir un nombre important de patients supplémentaires, n'avaient pas forcément le personnel et les médicaments en quantité suffisante.

La guerre, cela veut dire l'établissement de check-points pour passer d'un côté à l'autre, des liaisons routières qui ne sont plus praticables, et tous les dangers qui peuvent être rencontrés sur la route. Certains déplacés

internes ont quitté le Donbass tout simplement car il n'y avait plus de traitements, la livraison n'étant plus possible, même si le gouvernement ukrainien continuait à faire son possible pour approvisionner chacun des centres du Sida⁵. Une rupture dans les traitements anti-rétroviraux peut entraîner des résistances, il est donc vital pour les personnes vivant avec le VIH de ne pas avoir d'interruption dans leur traitement. Pour permettre cela, des militants ont, au péril de leur vie, transporté clandestinement des médicaments vers les zones de conflit, avant que des solutions temporaires puissent être trouvées vers août 2015, grâce à l'aide de l'UNICEF⁶. En dehors des traitements, ce sont aussi des moyens de prévention et de dépistages qui manquent et qu'il faut acheminer. Ainsi, le Comité International de la Croix-Rouge qui apporte de l'aide humanitaire dans le Donbass a permis également des dizaines de milliers de dépistages en 2016⁷.

Depuis le printemps 2014 et l'annexion de la Crimée et les proclamations d'indépendance des républiques populaires de Louhansk et de Donetsk, le pays est divisé entre différentes zones, les territoires sous le contrôle de l'État ukrainien, les territoires qui ne sont pas sous contrôle de l'État ukrainien et les territoires annexés, à savoir la Crimée. La presque totalité s'est *de facto* retrouvée soumise à la législation russe qui diffère de la législation ukrainienne en ce qui concerne la réduction des risques. En effet, en Ukraine, les traitements de substitution aux opiacés (administrés par voie orale) sont autorisés afin de réduire les risques que rencontrent les usagers de drogues par voie intraveineuse. Deux mois à peine après l'annexion, plus de 800 patients qui recevaient ces traitements en sont brusquement coupés. Moins d'un an après, les associations font un triste bilan : près de 10 % de ces patients n'étaient plus de ce monde⁸. Les conséquences de l'annexion tout comme la sécession des républiques populaires ont eu des conséquences tragiques.

Lutte contre la corruption

Dans le reste de l'Ukraine, la lutte contre la corruption, l'une des principales revendications du Maïdan, était également l'une des priorités des militants. L'absence totale de confiance de la société civile envers les fonctionnaires explique la demande de démettre le

3. Pour rappel, le VIH (virus de l'immunodéficience humaine) est le virus responsable du Sida, le stade ultime de la maladie en absence de traitement pour contrer le virus. Ce stade est caractérisé par un affaiblissement des défenses immunitaires tel que les maladies opportunistes peuvent se développer. Plus d'infos sur <http://www.aides.org/vih-sida-c-quoi>
4. Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU, novembre 2016.
5. C'est l'histoire de Maksym de la ville de Horlivka dans le Donbass, racontée sur le site de la filiale de Kiev du Réseau Ukrainien de personnes Vivant avec le VIH. Voir : <http://plwh.kiev.ua/novini/vbo-vseukrayins-ka-merezha-lyudej-yaki-zhyvut-z-vil-snid-m-ky-yiv-dopomagaye-vil-pozy-ty-vny-m-pereselentsyam-istoriya-uspihu.html>
6. Sophie Pinkham, « Ukraine's Underground AIDS Treatment Railroad », *Foreign Policy*, 31 mars 2017, <http://foreignpolicy.com/2017/03/31/ukraines-underground-aids-treatment-railroad/>
7. Rapport des activités menées en 2016, <https://www.icrc.org/en/where-we-work/europe-central-asia/ukraine>
8. Bbcnews, 22 janvier 2015, http://www.bbc.com/russian/society/2015/01/150122_crimea_drugs_crisis; « Reasons for drug policy reform: people who use drugs are denied evidence based treatment », Bmj.com, 17 janvier 2017 <http://www.bmj.com/content/356/bmj.i6613>.



« Je ne suis pas dans le budget », « J'ai le VIH, le Cabinet des ministres m'a jeté à la poubelle »... Manifestation devant le Cabinet des Ministres, mars 2016.

gouvernement de ses fonctions pour l'achat des médicaments. En effet, année après année, plusieurs associations dénonçaient les prix payés par le ministère de la Santé, en comparaison avec les achats effectués par le Réseau Ukrainien des Personnes Vivant avec le VIH⁹. Ces appels d'offres opaques et surpayés privaient ainsi des patients de l'accès

à des traitements vitaux. Par ailleurs, souvent réalisés avec retard, les patients pouvaient subir des ruptures dans leur traitement.

Ainsi, les anti-rétroviraux, les médicaments pour la tuberculose, les hépatites B et C, l'hémophilie infantile et plusieurs maladies orphelines sont effectués par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) et l'UNICEF dès fin 2015. Si la passation a eu lieu sans couacs, le résultat serait une vraie réussite. Selon l'association « Patients d'Ukraine », qui avait bataillé avec acharnement pour qu'une telle décision soit adoptée, ce sont près de 27 millions de dollars qui ont pu être économisés et des médicaments supplémentaires achetés¹⁰.

Cette décision a représenté un grand pas en avant. Toutefois, elle ne signifie pas la fin de tout schéma de corruption dans le domaine de la santé. Les associations continuent également à se battre pour empêcher tout retour en arrière sur cette question : les associations de patients et de lutte contre la corruption publiaient en mars 2017 un communiqué appelant les députés à ne pas politiser cette question¹¹. Trois ans après le Maïdan, déjà quatre ministres de la Santé se sont succédés au poste. La difficulté à se maintenir dans ce poste montre l'âpreté des enjeux. Si de fortes résistances existent encore de la Rada (Parlement ukrainien) au gouvernement en passant par toutes les institutions de la santé¹², l'arrivée de réformateurs au pouvoir, tels que



« Aujourd'hui, c'est presque la première fois que nous parlons non pas de trahison, mais de victoire ». L'association « Patients d'Ukraine » fait le bilan des appels d'offres réalisés par les organisations internationales. Novembre 2016.

9. Le Réseau Ukrainien des Personnes Vivant avec le VIH achetait des médicaments grâce aux subventions du Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme
10. Les résultats des premiers achats effectués par les organisations internationales, Patients.org, 7 juillet 2017, <http://patients.org.ua/2016/07/07/mizhnarodni-organizatsiyi-zakuplyat-na-zekonomleni-200-mln-grn-dodatkovy-likiv/>.
11. Patients.org, 15 mars 2017, <http://patients.org.ua/2017/03/15/antikorupcijsijni-ta-patsiyentski-organizatsiyi-zvynuvatyli-komitet-ohorony-zdorov-ya-v-polityzatsiyi-protseu-zakupivel-likiv/>.
12. Articles discréditant les associations dans la presse, procès ubuesques intentés par des anciens conseillers du ministère de la Santé (Olga Stefanichina, 15 septembre 2016, <http://www.epravda.com.ua/columns/2016/09/15/605488/>).

Mikhail Saakachvili ou la députée Hanna Hopko sont de précieux alliés pour les associations de défense des droits des patients¹³.

La transparence à tous les niveaux

Une fois les médicaments achetés, encore faut-il qu'ils puissent arriver aux patients qui en ont besoin. Encore une fois, c'est par la société civile que les changements ont pu être amorcés. La pratique de demander à des patients de payer des médicaments déjà payés était fréquente. Les patients se voyaient dire qu'il ne restait plus de médicaments parmi ceux qui avaient été achetés par l'État ou la région. Pour contrer cela, l'association Patients d'Ukraine a convaincu plusieurs régions de se joindre au projet E-liky (« il y a des médicaments » en ukrainien). Lancée en avril 2016 dans la région d'Odessa, où l'ancien président géorgien Mikhail Saakachvili était gouverneur, les hôpitaux mettent en ligne tous les médicaments reçus et gèrent leurs stocks sur cette plateforme, consultable par les patients. Ceux-ci peuvent ainsi vérifier la présence de médicaments achetés par les budgets publics dans leur hôpital ou dans un autre établissement. Le projet continue à se déployer, région après région, et déjà six des 25 oblasts sont concernés.

En effet, les nouvelles technologies permettent de garder des traces et d'ouvrir l'accès aux informations. Le ministère de la Santé annonce ainsi le lancement du projet « eHealth » en 2017, permettant de digitaliser le secteur de la santé pour plus de transparence, un meilleur suivi des relations patient-soignant, des dépenses de la santé et une plus grande efficacité¹⁴. Le projet E-liky

est présenté comme une première expérience positive, où la technologie a permis de lutter contre la corruption dans les hôpitaux.

Évolutions sociétales

« L'Ukraine, c'est l'Europe » était l'un des slogans de Maïdan. Zoryan Kis, défenseur des droits de l'Homme et militant LGBT, rappelle que parmi les attentes du Maïdan se trouvaient les valeurs européennes, le respect des droits de l'Homme et l'État de droit¹⁵. Le respect des droits de l'Homme et l'absence de discrimination sont des questions essentielles pour que les groupes les plus vulnérables n'aient pas à se cacher, puissent avoir accès aux moyens de prévention, de dépistage et aux soins.

Début 2017, une campagne d'information sur le dépistage fait scandale. La filiale ukrainienne de la fondation américaine AHF se voit demander de retirer du métro de Kiev les panneaux publicitaires sur lesquels un couple d'hommes est dessiné¹⁶. Perçue comme de la « propagande de l'homosexualité », l'administration du métro aurait reçu de nombreuses plaintes. Cela montre la difficulté persistante de communiquer ouvertement sur le sujet. Des amendements au Code du travail déjà votés ne sont toujours pas mis en place. Toutefois, nous pouvons constater des évolutions positives.

Ainsi, pour la première fois, en 2016, un défilé de Gay Pride a eu lieu sans violence dans le centre de Kiev, accompagné d'un dispositif très important de protection par la police. Les années précédentes, l'événement avait dû être annulé, tenu dans un lieu secret ou relégué dans des quartiers excentrés. Le nombre de



© AHF Ukraine

Campagne de dépistage dans le métro de Kiev

13. Hanna Hopko, une journaliste défenseur des droits de l'homme. Très impliquée dans le domaine de la santé, elle a notamment occupé les fonctions de coordinatrice du plaidoyer de la « Campagne pour un avenir sans tabac pour les enfants », coordinatrice d'un groupe de bénévoles appelé « Nos enfants » dont l'objectif était de contrôler la construction d'un nouveau bâtiment de l'hôpital national pour enfants « Okhmatdit » et de veiller à la présence de médicaments dans les départements d'oncologie et d'hématologie ainsi que membre du Conseil d'Administration de cet hôpital.
14. Ministère ukrainien de la Santé, 14 décembre 2016, http://www.moz.gov.ua/ua/portal/pre_20161214_b.html.
15. « Ukraine's LGBT Community: Realities and Perspectives », UATV English, mars 2017, <https://www.youtube.com/watch?v=xfV1BR6yE2g>.
16. <http://kyiv.comments.ua/news/2017/03/16/200119.html>; <https://www.facebook.com/AHF.Europe/posts/1116831451779790>

participants est chaque année plus important. Selon Zoryan Kis, « après l'Euromaïdan, nous avons vu une réelle amélioration de l'attitude de la société ukrainienne envers la communauté LGBTI ». L'association « Tochka Oporu » (Point d'Appui) mène de nombreuses actions dans ce sens. L'association a lancé le premier Index de l'égalité au travail en 2015 pour accompagner les entreprises dans la lutte contre les discriminations envers les femmes, les personnes handicapées et les personnes d'orientation sexuelle différente. Un classement des entreprises permet de créer une émulation positive et des trainings gratuits pour leurs collaborateurs sont proposés. Avec la réforme de la police, l'association a également organisé et participé à de nombreuses rencontres et formations avec les forces de l'ordre.

Si l'Ukraine reste parmi les pays d'Europe où le VIH se répand le plus rapidement¹⁷, une société civile qui ne baisse pas les bras et de nombreuses évolutions politiques et sociétales permettent de penser que les améliorations en cours vont continuer. En ce qui concerne les territoires qui ne sont pas sous le contrôle de l'État, la situation est complexe à évaluer et tant que le conflit persistera, il sera difficile aux patients d'accéder de façon aisée et ininterrompue aux soins vitaux. Cependant, une plus grande transparence dans le système de santé, des appels d'offres aux établissements où les patients viennent se faire soigner, permettent d'améliorer l'accès aux soins et une plus grande tolérance dans la société est clairement notée par les militants.

VIH à l'extrême Est de l'Europe

Par **Constance Boris** et **Camille Coatalem-Serikoff**, fondatrices du Sõprus Project

L'accès et le droit à la santé n'est pas le même partout en Europe. Bien que le nombre de nouvelles infections au VIH ait diminué de 35 % depuis 2000, le nombre de nouvelles infections a augmenté de 30 % entre 2000 et 2014 en Europe orientale et en Asie centrale, alors qu'en Europe occidentale et centrale, ce chiffre est resté relativement stable. Dans l'Union Européenne, l'Estonie est le pays européen le plus touché par le virus. Selon l'OMS, 20,6 habitants sur 100 000 étaient nouvellement diagnostiqués en 2015, contre une moyenne de 5,9 en Europe.

La seule association représentant les Personnes Vivant avec le VIH (PVV) en Estonie, qui réalisait des programmes dans de nombreuses villes du pays et notamment celles qui sont rongées par les problèmes économiques et sociaux, s'est retrouvée coupée de ses principaux financements en 2016. Ainsi, les populations

vulnérables et les PVV se retrouvent pris en otages de la situation, pour beaucoup brusquement coupés des rares aides et accompagnements dont ils bénéficiaient. Le financement de tels programmes indispensables par l'État est extrêmement faible, contrairement à d'autres pays européens. Le réseau Estonien des Personnes Vivant avec le VIH (EHPV) distribuait en moyenne 200 000 préservatifs par an, en plus de mobiliser de grandes campagnes de prévention et de dépistage et d'offrir de nombreux autres services aux personnes vivant avec le VIH, ainsi qu'aux communautés vulnérables au VIH (LGBT, aux usagers de drogues, travailleurs du sexe). Aujourd'hui cependant, 55 % des nouvelles infections ne concernent pas ces groupes, ce qui confirme l'importance de mener des campagnes d'information et de prévention ainsi que de mettre à disposition tous les moyens de prévention possibles. La population industrielle et ouvrière a été touchée de plein fouet par la crise économique et de la désindustrialisation des années 1990. Cette population, majoritairement russophone, peine toujours à s'intégrer dans l'Estonie d'aujourd'hui. Les problèmes sociaux renforcent la vulnérabilité de populations fragilisées.

« Sõprus Project » (*sõprus* signifie amitié en estonien), né en 2017, a décidé de ne pas rester les bras croisés alors qu'un véritable drame de



17. Surveillance report, HIV/AIDS in Europe 2015, World Health Organisation, 2016, http://www.euro.who.int/__data/assets/pdf_file/0019/324370/HIV-AIDS-surveillance-Europe-2015.pdf?ua=1

santé publique se joue à l'intérieur même de l'Europe ! Il s'est fixé l'objectif de réunir 100 000 préservatifs, dans un premier temps, pour pallier aux premiers besoins des populations à risque et des PVV d'Estonie. Une levée de fonds a également été mise en place pour contribuer

autrement que par un soutien matériel. Les besoins sont bien plus importants. L'association appelle aujourd'hui tous ceux, qui souhaitent lui apporter un soutien, à prendre contact avec elle.

« Pédé ! / Sale gouine ! Je l'entends dire tous les jours. La haine fait mal » Les campagnes contre l'homophobie en Pologne¹

Par **Joanna Ciesielska**, maître de conférences à l'Institut d'études romanes de l'Université de Lodz (Pologne)

Pour reprendre les paroles de Borrillo, l'homophobie, comme d'ailleurs la xénophobie ou le racisme, consiste à définir l'autre comme « contraire », inférieur ou anormal². Dans la société européenne, l'homophobie résulte de l'hétéronormativité qui « justifie culturellement la négation, le dénigrement et la stigmatisation de tous les comportements, toutes les idées, relations ou communautés qui ne se conforment pas précisément à la norme hétérosexuelle »³. L'homophobie peut se traduire par les préjudices (l'attitude) ou la discrimination (le comportement)⁴.

L'objectif de cet article est de présenter une brève analyse des publicités de sensibilisation au problème de l'homophobie lancées au XXI^e siècle en Pologne. Notre étude a été effectuée à la base du corpus de 17 affiches polonaises.

Pologne : cadre juridique et social

La Constitution de la République polonaise de 1997 interdit toute sorte de discrimination de manière très générale : l'article 32 précise à ce propos seulement quelques domaines prévus par ladite loi comme « la vie politique, économique et sociale ». Un autre document,

le Code du travail, exprime explicitement l'interdiction de la discrimination fondée sur l'orientation sexuelle. Pour compléter ce cadre, il nous semble nécessaire d'ajouter que, dans la législation polonaise, il n'existe aucune forme juridique qui reconnaisse au nom de la loi les relations entre les personnes du même sexe.

Cet état de choses refléterait l'attitude des Polonais à l'égard des droits des gays et des lesbiennes, ainsi qu'à l'égard des unions civiles, ce qui sera confirmé par les données obtenues suite aux recherches effectuées en 2013⁵. Selon les résultats de l'enquête en question, presque deux tiers des Polonais sont d'avis que les couples homosexuels ne devraient pas avoir le droit de montrer leur mode de vie, plus que de deux tiers des interrogés n'acceptent pas le mariage entre les personnes du même sexe et plus de 80 % de la société se prononce contre la possibilité d'adopter les enfants par les homosexuels. Il est intéressant que seulement un tiers de la population de Pologne est pour la possibilité d'établir des unions civiles entre les personnes du même sexe, tandis que 82 % de gens se prononcent en faveur du droit permettant aux personnes qui restent dans une union durable de prendre des décisions liées aux funérailles du partenaire et reconnaissent leur droit d'obtenir les informations sur la santé de l'ami(e) hospitalisé(e). À partir de cette perspective, nous analyserons quelques campagnes sociétales contre l'homophobie sur les rives de la Vistule.

Les campagnes polonaises

En Pologne, la première campagne sociétale contre l'homophobie a eu lieu en 2003. Dans les rues des plus grandes villes polonaises sont apparus les panneaux qui représentaient des couples de gays ou de lesbiennes souriants

1. Cet article, sous forme de conférence, a été présenté lors du colloque international « Être en minorité, être minorité » qui a eu lieu à Lodz (Pologne), les 2-4 mars 2016.
2. D. Borrillo, *Omofobia. Storia e critica di un pregiudizio*, Dedalo 2009, p. 7.
3. S. Mauceri, *Omofobia come costruzione sociale. Processi generativi del pregiudizio in età adolescenziale*, Milan, FrancoAngeli, 2015, p. 16 ; traduction de l'italien par J.C.
4. *Ibidem*, p. 17.
5. Centrum Badania Opinii Społecznej, Raport z badania BS/24/2013 Stosunek do praw gejów i lesbijek oraz związków partnerskich, http://www.cbos.pl/SPISKOM.POL/2013/K_024_13.PDF (consulté le 20 octobre 2016).
6. KPH – pol. *Kampania przeciw Homofobii*, une organisation non-gouvernementale polonaise dont l'objectif est, entre autres, de lutter contre la discrimination des personnes LGBT.

avec un paysage urbain d'hiver au fond et l'inscription « Qu'ils nous voient » (*Niech nas zobaczą*). L'objectif de cette campagne lancée par l'organisation non-gouvernementale KPH⁶ était de sensibiliser la société à la présence des personnes homosexuelles, de les faire sortir de l'ombre à la lumière du jour.

Quatre ans plus tard, à Varsovie, la même organisation a organisé la campagne « L'homophobie est comme ça » (*Homofobia – tak to wygląda*). Sur fond noir, il n'y avait que de simples inscriptions sous forme de questions : « Qu'est-ce que tu as à regarder, sale gouinasse ? », « Qu'est-ce que tu as à regarder, pédé ? » (*Co się gapisz lesbo ? Co się gapisz pedale ?*) sans aucune information supplémentaire. Après quelques jours à la place de ces panneaux et posters, on a accroché des photos d'une femme et d'un homme et les inscriptions respectives « Pédé ! Sale gouine ! Je l'entends dire tous les jours. La haine fait mal » (*Pedał ! Lesba ! Słyszę to codziennie. Nienawiść boli*).

En 2013 a vu le jour la campagne intitulée : « Parents, ayez du courage de parler » (*Rodzice, odważcie się mówić*), dont les destinataires et protagonistes étaient les parents des personnes homosexuelles et bisexuelles. Trois genres de slogans accompagnaient les photos qui montraient un ou deux parent(s) avec son/leur fils ou sa/leur fille sur un fond blanc : « Ma fille m'a appris à être courageuse. Elżbieta, mère d'une lesbienne » (*Córka nauczyła mnie odwagi. Elżbieta, matka lesbijki*) ; « J'ai appris de mon fils comme il est important d'être soi-même. Władysław, père d'un gay » (*Syn nauczył mnie jak ważne jest być sobą. Władysław, ojciec geja*) ; « Notre fille nous a appris à parler ouvertement. Aneta i Rafał, parents d'une lesbienne » (*Córka nauczyła nas mówić otwarcie. Aneta i Rafał, rodzice lesbijki*). Un acteur polonais Władysław Kowalski et son fils Jakub ont participé à cette campagne. Les panneaux et les posters ont été affichés dans cinq grandes villes polonaises. Le maire de la ville de Varsovie, Hanna Gronkiewicz-Waltz, le vice-président de la Diète et le délégué du gouvernement pour l'égalité des chances, Agnieszka Kozłowska-Rajewicz, ont accordé leur parrainage à cette campagne.

La dernière campagne polonaise date de 2014 et s'intitule « Côte à côte pour l'égalité » (*Ramię w ramię po równość*). Bien différente des campagnes organisées auparavant, elle ne consistait pas à présenter des panneaux ou des affiches toutes prêtes dans la presse ou dans l'espace public. Bien que les auteurs de cette campagne aient préparé les panneaux avec des inscriptions différentes, tous ces textes étaient écrits suivant le même schéma : *Jestem sojuszniką/sojusznikiem osób LGBT, bo...* ce que l'on pourrait traduire en français comme « Je suis un/e allié(e)

des personnes LGBT parce que... ». Les propositions finissaient par des subordonnées comme : « l'amour est pour tous quelle que soit son orientation sexuelle » (*miłość jest dla każdego, bez względu na orientację seksualną*) ; « je suis contre la violence et la discrimination » (*nie zgadzam się na przemoc i dyskryminację*) ; « je veux vivre dans un pays dans lequel mes amis homosexuels ne seront pas discriminés » (*chcę żyć w kraju, w którym moi homoseksualni przyjaciele nie są dyskryminowani*) ; « la diversité enrichit et ne menace point » (*różnorodność wzbogaca, a nie zagraża*).

Plusieurs personnes du monde artistique, sportif et du show-business se sont fait photographier en tenant lesdites inscriptions entre les mains, les organisateurs de la campagne ont donc eu recours aux arguments *ad auctoritatem* en espérant que les Polonais suivront l'exemple de leurs idoles. Bien qu'elle ne le fasse pas *expressis verbis*, cette campagne se concentre non seulement sur l'acceptation des personnes homosexuelles, mais aussi sur l'égalité des droits de tous, indépendamment de leur inclination sexuelle.

Toutes les campagnes sociétales décrites ci-dessus ont été lancées par des organisations non-gouvernementales. Il faudrait noter ici que les premières « publicités » étaient privées de mots : seules les photos avaient pour objectif d'habituer les gens à la présence des personnes homosexuelles et à convaincre la société qu'elles ne sont pas différentes des hétérosexuels. La deuxième fait recours à l'émotivité du récepteur : la haine fait mal. Dans la troisième, adressée aux parents des gays et des lesbiennes, on intervertit la division « classique » des rôles : celle des parents qui enseignent et des enfants qui apprennent. Les enfants homosexuels démontrent à leurs parents l'importance des comportements francs, courageux, tout en attirant l'attention sur le respect mutuel.

Il serait intéressant d'aborder, ne serait-ce que furtivement, l'aspect linguistique de ces campagnes. En ce qui concerne les registres de langue, on constate l'omniprésence du polonais standard, à l'exception des mots vulgaires désignant les hommes et femmes homosexuels : « pédé » (*pedał*) et « sale gouine » (*lesba*). Sans aucun doute, le type des messages transmis et leur contenu sont étroitement liés à la société polonaise, se voulant traditionnelle et au sein de laquelle on observe une très forte présence de l'Église catholique. Les publicités présentées ci-dessus s'inscrivent dans la stratégie de la lutte des personnes homosexuelles pour leurs droits que l'on désigne par l'appellation technique « à petits pas ». La première étape consisterait à montrer l'homosexualité en tant qu'orientation sexuelle sur un pied d'égalité avec l'hétérosexualité et à la présentation positive des homosexuels dans les médias.

7. M. Grabowski, « Świat czy światy osób ze środowiska LGBT? Obraz własnego świata wartości i obraz świata społecznego w wynikach badania „fokusowego” », in : I. Krzemiński (éd.), *Naznaczeni. Mniejszości seksualne w Polsce – raport 2008*, Varsovie, 2009, p. 130-148.

La deuxième aboutirait à la légalisation des unions civiles et la troisième aux mariages et à l'adoption des enfants par les gays⁷.

Il faut souligner qu'en faisant les recherches pour le présent article, nous avons recensé toutes les campagnes dont le nombre pourrait être qualifié au moins comme modeste. Il faudrait encore ajouter qu'en Pologne les campagnes n'étaient pas soutenues par les autorités régionales ou nationales, comme c'est

souvent le cas de la France ou de l'Italie. Dans les campagnes faites en Pologne, on remarque tout de suite que leurs auteurs semblent peu enclins à « appeler les choses par leurs noms » – même pas une seule fois le mot « homophobe » ou « homophobie » n'apparaissent – dans une seule campagne, on a eu recours à l'émotion et à l'empathie du destinataire, ce qui semble témoigner d'une sorte de « fermeture » des Polonais à l'égard de l'homosexualité.

#JeNaiPasPeurDeDire ou la lutte contre la violence faite aux femmes en Ukraine

Par **Anna Garmash**, présidente d'Ukraine Action.

L'Article publié en coopération avec



« À 19 ans j'ai été violée dans sa voiture lors d'un rendez-vous galant. J'étais vierge. Je résistais, mais il a levé son poing et j'ai arrêté. Puis, j'ai arrêté de répondre à ses coups de fil. Pendant longtemps il ne comprenait pas pourquoi. #JeNaiPasPeurDeDire ». « Je souhaite qu'aujourd'hui, nous, les femmes, nous nous exprimions. Que nous parlions de la violence que la plupart d'entre nous avons subie. Je souhaite qu'on arrête de se justifier – "je portais un pantalon de sport en pleine journée, et j'ai quand même été agressée" - car nous n'avons pas besoin de ces justifications. Nous ne sommes pas coupables. C'est TOUJOURS le violeur qui est coupable. Je n'ai pas peur de parler et je ne me sens pas fautive ».

Cette introduction de l'activiste Anastasia Melnychenko a été suivie par un récit sur Facebook dans lequel elle raconte les agressions qu'elle a subies. Cette prise de parole a déclenché en juillet 2016 une avalanche de témoignages dans les réseaux sociaux en Ukraine sous le hashtag #JeNaiPasPeurDeDire.

Souvent qualifiée de flashmob, le phénomène #JeNaiPasPeurDeDire est sans doute quelque chose qui va au-delà de cette simple notion. Plutôt que de disparaître aussi rapidement qu'il est apparu et de représenter quelque chose de passager voire de presque amusant, ce phénomène a pris de plus en plus d'ampleur. Par ailleurs, #JeNaiPasPeurDeDire

avait un objectif bien particulier et clairement annoncé : celui de rendre visible le vécu des femmes, de combattre la stigmatisation et la honte qui accompagnent les cas de violences à l'égard des femmes et de marteler que le coupable est bien le violeur et non la victime.

Ce phénomène est donc une véritable action de résistance contre le mur du silence autour de la violence sexiste et la violence sexuelle en particulier. Les récits de chacun et chacune ont montré le quotidien des femmes vivant dans ce qu'on appelle la « culture du viol ». Utilisé pour la première fois par Susan Brownmiller, ce terme renvoie à une situation où la société dans son ensemble soutient et perpétue l'idée que les femmes agressées sont fautives. Un tel jugement entache leur réputation, alors que le violeur peut toujours être excusé (« on peut le comprendre »). Cela traduit le pouvoir qu'ont les hommes dans une société patriarcale vis-à-vis des femmes. Les femmes sont ainsi contraintes à réfléchir à leur propre comportement afin d'éviter les violences, alors même que ces violences continuent d'exercer leurs ravages.

Cette « culture du viol » a été mise en lumière par les nombreux témoignages que les femmes en Ukraine ont commencé à publier avec le hashtag #JeNaiPasPeurDeDire. Si ce phénomène a lieu aujourd'hui, c'est bien parce que le terrain a été préparé en Ukraine depuis déjà quelques années. Il y a quinze ans, l'Ukraine a été le premier pays parmi les anciennes républiques soviétiques à adopter une loi pour la prévention de la violence domestique qui distingue quatre types de violences domestiques : physique, psychologique, économique et sexuelle. Et selon les sondages récents, le type de violence le plus répandu à l'encontre des femmes est la violence conjugale¹. 15 % des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques de la part leur compagnon et 3 % des violences sexuelles. Cependant, ces chiffres sont relativement bas pour représenter le phénomène, car selon le Fonds des Nations Unies pour la Population, une femme sur cinq en Ukraine a déjà subi une agression

1. Волосевич Інна, Коноплицька Таміла, Костюченко Тетяна, Міханчук Дарина, Марценюк Тамара. Дослідження поширеності насильства щодо дівчат та жінок. К., 2014.

physique ou sexuelle, mais 80 % d'entre elles n'en ont jamais parlé auparavant.

D'autres sondages montrent que les Ukrainiens ont plutôt une bonne connaissance de leurs droits en termes de prévention de violences domestiques. Cela s'explique par le fait que ces questions ont eu un large écho ces dix dernières années. Depuis les années 1990, de nombreuses organisations de défense des droits se sont créées et visent à aider les femmes qui ont subi des agressions en leur proposant assistance téléphonique et conseils. Des centres tels que « La Strada – Ukraine », « Perspectives féminines », ou bien encore « Rozrada » offrent leurs services aux femmes battues, et tentent de lutter contre la traite des êtres humains ou encore contre la discrimination. Par ailleurs, de nombreuses campagnes contre la violence faite aux femmes ont régulièrement lieu en Ukraine. Par exemple, dans le cadre du projet porté par l'Union européenne « Droits des femmes et des enfants – volet communication » (2010-2012), des dizaines de campagnes d'information et d'éducation ont été menées afin de faire évoluer les stéréotypes, de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes et de prévenir la violence au sein de la cellule familiale. D'autres campagnes ont été menées sous l'égide de l'ONU, du gouvernement ukrainien ou des activistes de la société civile, y compris depuis le début de la guerre à l'Est de l'Ukraine dans les territoires proches de la ligne du front.

Tout cela a contribué à préparer le terrain pour faire bouger les lignes et changer les attitudes sur la violence faite aux femmes. C'est précisément dans ce contexte-là que #JeNaiPasPeurDeDire est un pas en avant afin que la société puisse pleinement prendre conscience de la situation.

Flashmob : mode d'emploi

Le message initial sur la page Facebook de l'activiste Anastasiya Melnychenko portait sur son expérience personnelle et appelait les femmes à faire de même. Son appel a été relayé très largement, environ 400 fois. Depuis le début de la diffusion sur les réseaux sociaux, le hashtag a été repris par de nombreuses personnalités, organisations de la société civile, médias ukrainiens et étrangers, notamment russes.

La peur, voire la terreur qu'ont subi ces femmes à la fois pendant les agressions, mais aussi plus tard du fait notamment de peur d'en parler, transparaissait de la grande majorité des messages². De très nombreuses femmes ont avoué n'avoir jamais pu parler de leur agression, mais qu'en revanche le hashtag avait été salvateur. Par ailleurs, la flashmob a largement contribué à mettre en lumière l'intériorisation de l'accusation des victimes, comme en témoigne l'un des messages : « J'ai été violée par

quelqu'un que je connaissais. J'avais 24 ans. J'ai vécu cela comme quelque chose de normal. J'ai eu peur non pas de ce qui s'est passé, mais du fait qu'il aurait pu me transmettre une maladie. Je suis allée à l'hôpital et j'ai fait toutes les analyses possibles. J'étais très stressée avant mes règles. Je n'ai rien dit à personne. Personne n'a eu l'occasion de me jeter à la figure le "mais qui est coupable à ton avis ?". Je me débrouillais très bien toute seule : "j'ai été conne", "je n'aurais jamais dû sortir" étaient les choses les plus gentilles que je me disais lors de ce dialogue intérieur avec moi-même. Et maintenant j'ai peur. Car l'auto-accusation a été ma première réaction. Car les réflexes que j'avais pu avoir dans ma tête ont rendu compréhensible, normale et juste cette attitude vis-à-vis de moi-même. #JeNaiPasPeurDeDire ».

#JeNaiPasPeurDeDire a permis également de révéler des formes de violences faites aux femmes dont on ne parlait pas ou très peu. Il s'agit notamment d'attouchements dans les transports, d'exhibitionnisme dans des parcs ou encore de drague insistante voire de harcèlement sur le lieu de travail ou à l'université. Une des femmes en parle en ces termes : « Je ne savais pas comment réagir aux mains d'un vieil homme (mon professeur d'université) sous mon T-shirt. Je ne savais pas comment lui dire "arrêtez, s'il vous plaît" et "il ne faut pas" lorsqu'il mettait sa langue dans mon oreille. Je ne savais pas de quelle façon encore lui faire comprendre que je n'aime pas avoir ses mains sur mon cou ou sa façon de s'asseoir de plus en plus près de moi lorsque je lui dis que je dois rentrer chez moi, qu'il arrête, et que non je n'irai pas dans sa chambre d'hôtel. #JeNaiPasPeurDeDire ».

L'ampleur des réactions

L'intensité avec laquelle de très nombreuses femmes, mais aussi de nombreux hommes, ont participé à la flashmob a révélé le fait qu'il s'agissait d'un problème qui avait besoin d'être dit et exprimé depuis longtemps. La réaction de nombreux médias et de personnalités a montré qu'une partie de la société souhaitait un changement immédiat en la matière. L'ampleur des réactions sur les réseaux sociaux a donné la mesure de l'étonnement quant au phénomène, son importance et sa récurrence. En se rendant compte du nombre de femmes dans leur entourage qui avaient subi des attouchements, de nombreux hommes ont compris que ces actes n'étaient pas commis par des personnes isolées, mais par des hommes ordinaires qui trouvent cette situation normale. Les femmes, elles, se sont rendu compte qu'elles n'étaient pas seules. L'écrivaine Oksana Zabuzhko a soulevé le sujet de la violence faite aux femmes pendant la guerre à l'Est de l'Ukraine, notamment à Sloviansk. Cela a permis d'aller au-delà de la violence quotidienne

2. Тамара Марценюк, Христина Скопик; Соціологічний аналіз онлайн флешмобу #яНеБоюсьСказати: хто і що говорить про гендерне насильство, Gender In Detail, 2017.

pour soulever la question du sort des femmes dans le contexte politique actuel de l'Ukraine.

Cependant, des résistances et des réactions négatives ont également eu lieu. Il y a eu des moqueries, des remarques misogynes, des reproches de vouloir attirer l'attention. Au-delà de ces réactions, un grand débat a été ouvert sur une question de société fondamentale dans l'égalité homme-femme.

De la flashmob à la prise de conscience

La flashmob #JeNaiPasPeurDeDire a quitté la toile et s'est incarnée dans les actions, manifestations et événements organisés autour de ce sujet. Dernièrement, des manifestations ont eu lieu dans de nombreuses villes d'Ukraine sous le nom de #JeNaiPasPeurDagir. Leur objectif, tout comme celui de la flashmob, était de rendre audible la voix des femmes dans l'espace public et d'exprimer la solidarité avec les victimes.

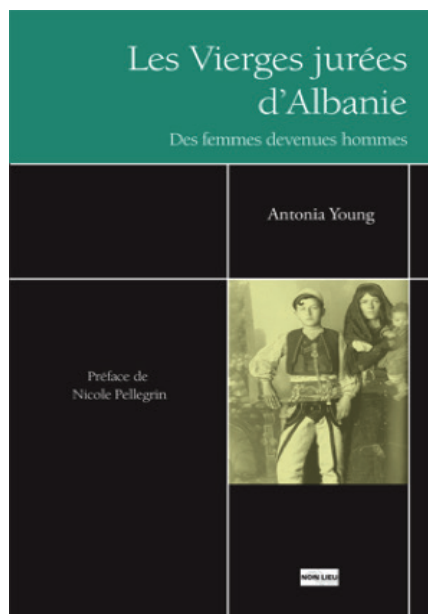
De nombreuses tables rondes ont eu lieu partout en Ukraine : dans des universités, des sociétés privées, des associations

professionnelles, comme, par exemple l'association des avocats d'Ukraine dont la conférence était appelée « La violence conjugale : comment se protéger ? ». Le sujet a également été soulevé dans les milieux artistiques. Le festival international de courts métrages de Lviv a pour la première fois inclus dans son programme une section sur le genre. D'autres festivals et événements cinématographiques ont également accueilli des productions audio-visuelles sur le thème de la violence faite aux femmes.

Anastasiya Melnychenko, qui a lancé la flashmob, travaille actuellement sur un livre qui traite des questions de la sexualité. Plus généralement #JeNaiPasPeurDeDire a pris une ampleur sans précédent en Ukraine au point de dépasser ses frontières et de sortir de la limite des réseaux sociaux en se rendant accessible et audible par le plus grand public. Même si les réactions n'ont pas toujours été positives, un débat national a eu le mérite d'exister. La flashmob a contribué à la prise de conscience par la société ukrainienne du problème de la violence faite aux femmes, ce qui est un pas indispensable pour commencer à le résoudre.

Lire

Les Vierges jurées d'Albanie. Des femmes devenues hommes, Antonia Young, traduit de l'anglais par Jacqueline Dérens, Paris, Non lieu, 2016, 187 p.



C'est peut-être la coutume la plus extraordinaire d'Albanie. Cette coutume c'est celle des vierges jurées qui ne sont plus qu'une poignée dans ce pays. Elles, ce sont des femmes auxquelles on a imposé de devenir des hommes socialement, lorsque ceux-ci décédaient, quittaient leur foyer ou bien encore pour échapper à un mariage arrangé sans déshonorer les leurs. Il en allait,

à l'époque, de la survie du foyer pour subvenir à ses besoins. Ces femmes se transforment autant que possible en hommes, elles travaillent comme des hommes, fument, boivent, portent le costume, tirent au fusil et en tant que chef de la maison, prennent toutes les décisions concernant la maison : mariage, éducation, emploi, etc. En s'emparant du rôle masculin et des symboles de la masculinité, elles peuvent s'émanciper. Car être une femme c'est avoir un statut lié à une fonction. C'est s'occuper de la maison. « Une femme appartient d'abord à la maison de son père, puis après son mariage, à celle de son époux, où elle est la personne la moins bien considérée jusqu'à la naissance de son premier fils ». Ces vierges jurées sont des hommes d'honneur, qui ont juré de ne pas se marier, et de ne jamais avoir de relations sexuelles, selon les lois du *kanun*, code de conduite transmis oralement.

Aujourd'hui l'émancipation des femmes et le rejet des coutumes archaïques ont peu à peu raison de cette tradition. Mais l'étude de l'anthropologue britannique Antonia Young accompagne l'histoire d'une transformation sociale propre aux populations du nord de l'Albanie à la lumière d'un monde occidental qui se questionne de plus en plus sur la part du social dans la construction du genre. **C.C.S**

Comprendre la Pologne. Société, politique et institutions, Anna Paczesniak et Jean-Michel de Waele (dir.), Paris, L'Harmattan, 2016, 290 p.



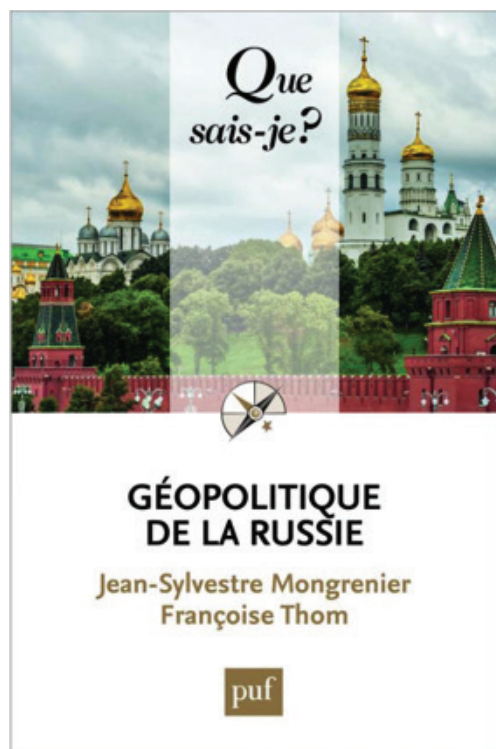
Depuis 2015, année de l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de droite, Droit et Justice (PiS), la Pologne fait souvent la une de l'actualité internationale : blocage du Tribunal constitutionnel, tentative d'interdiction totale de l'avortement, législation à l'encontre de la liberté des médias publics, mesures liberticides visant la société civile et les associations, promotion d'une identité exclusive nationaliste... Comment ce pays, si euro-enthousiaste et attaché aux valeurs de la liberté, a-t-il pu basculer dans une dynamique populiste qui dépasse largement,

d'ailleurs, le bloc des pays de l'Europe de l'Est ?

L'ouvrage dirigé par Anna Paczesniak et Jean-Michel de Waele s'attache de fait à répondre à cette question en fournissant plusieurs clés de compréhension. Réunissant des chercheurs polonais spécialisés dans des disciplines différentes de sciences sociales et s'appuyant sur des analyses du moyen terme, il propose des entrées pertinentes pour comprendre l'état, parfois perçu comme contradictoire, de ce pays.

Il retrace ainsi sa trajectoire démocratique depuis 1989, son rôle dans les transformations politiques de ses voisins. Dans ce parcours, la mémoire et l'histoire communiste continuent de jouer un rôle non négligeable. Le passé communiste alimentait évidemment les débats au moment de la transition ; il structurerait d'ailleurs le clivage partisan jusqu'à 2005 entre les formations politiques post-communistes et anti-communistes. Il continue de nourrir l'imaginaire national et surtout le débat autour des politiques historiques actuellement à l'œuvre. L'ouvrage se penche également sur la politique européenne et internationale de la Pologne. Si le gouvernement actuel apparaît aujourd'hui comme anti-européen, l'euro-enthousiasme ne faisait pas toujours, même au moment de l'adhésion à l'Union européenne, le consensus. C'est donc une sorte de sociogenèse que proposent les auteurs de cette publication collective. Offrant des plongées par thème, elle constitue un précieux outil pour toutes celles et tous ceux qui s'intéressent à ce pays, et plus largement pour les curieux de l'histoire contemporaine de l'Europe.

Géopolitique de la Russie de Jean-Sylvestre Mongrenier et Françoise Thron, Paris, PUF, coll. « Que sais-je ? », 2016, 125 p.



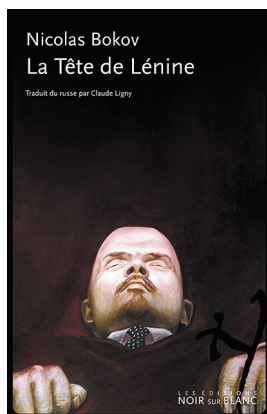
Dans cet ouvrage, Jean-Sylvestre Mongrenier et Françoise Thom dressent un large tableau de la géopolitique de la Russie du temps des premières conquêtes du XII^e siècle à la Russie de Vladimir Poutine. Avec la chute de l'URSS, les dirigeants russes sont amenés à repenser le monde et la place qu'y tient la Russie. C'est à cette période que prennent forme un ensemble de discours et de représentations qui se focalisent sur la théorie eurasiennne, puis sur l'identité slave orthodoxe. À chaque grande période de son histoire, la Russie tente de se définir et de se forger une identité tant durant l'empire qu'après la chute de l'Union soviétique. Mais si la Russie a du mal à se définir, elle va se construire, entre autres, grâce à un discours d'opposition à l'Occident et principalement contre les États-Unis. Le paramètre américain

et la volonté de rivaliser avec lui se révèlent toujours centraux dans les discours prononcés par le président russe. Dernièrement cette confrontation s'est cristallisée avec le conflit ukrainien, très largement développé dans cet ouvrage. L'Ukraine était pour la Russie une condition *sine qua non* du succès de son projet d'intégration, l'Union eurasiennne. Aujourd'hui, comme nous l'expliquent les deux auteurs, la guerre hybride menée dans le Donbass et l'indépendance voulue par les régions séparatistes contribuent à faire du conflit en Ukraine un futur « conflit gelé ».

Si la Russie est largement impliquée sur le continent européen diplomatiquement et militairement, la Russie regarde également vers l'Asie et notamment vers la Chine. Les partenariats comme l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en est un bel exemple. « *Schématiquement, les deux puissances pratiquent le dos à dos et s'appuient réciproquement l'une sur l'autre. Pour peser en Europe, la Russie entend assurer ses arrières en Asie et cherche des soutiens du côté de la Chine* ». Les auteurs abordent également le retour de la Russie sur la scène politique du Moyen-Orient. Dès 2000, V. Poutine avait réorienté sa diplomatie en direction du monde arabo-musulman, pour exploiter les contrecoups de l'intervention américaine en Irak. L'hostilité au printemps arabe et la hantise des révolutions de couleurs ont poussé V. Poutine à intervenir en Syrie pour y défendre ses intérêts.

Cet ouvrage synthétise parfaitement bien les grands enjeux géopolitiques actuels auxquels est confrontée la Russie, en distinguant les ruptures et les continuités de la politique internationale russe. En s'engageant sur différents fronts, notamment en Ukraine, la Russie peut être considérée comme une puissance solitaire au niveau géopolitique. Cependant, elle est un acteur avec lequel il faut aujourd'hui coopérer, car l'horizon de la Russie n'est plus seulement régional mais bel et bien mondial. **C.C.-S.**

La tête de Lénine, Nicolas Bokov, Paris, Noir sur Blanc, 2017, 92 p.



« Pacha ! chuchota la femme d'un ton interrogateur. Pourquoi est-ce qu'il n'a point de tête ? »

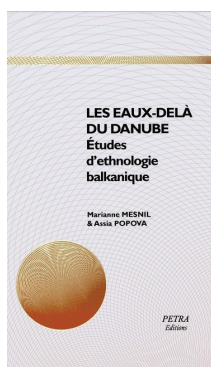
- Tais-toi donc, imbécile ! L'époux scruta la couche. Effectivement sa femme avait vu juste. Une sueur glacée lui coula le long du dos. [...] Bon Dieu ! s'exclama sourdement l'époux. Bon Dieu ! »

Véritable attractivité du tourisme moscovite, le mausolée de Lénine est confronté à un événement inattendu. La tête du camarade révolutionnaire Vladimir Lénine a disparu. Certains touristes ne le remarquent même pas, d'autres pensent que c'est ainsi, les gardes de

salle qui l'apprennent se suicident tour à tour. Bref, le mausolée devient un véritable théâtre de la tragédie soviétique. Pour ne pas fermer le musée, un comédien est embauché pour prendre la place de la dépouille et jouer le rôle de V. Lénine. Nicolas Bokov nous entraîne dans un roman d'humour noir qui s'inscrit dans la pure tradition gogolienne. On y suit un pickpocket moscovite lassé de détrousser les passants honnêtes et qui décide de voler la tête de Lénine, qui pourrait lui rapporter gros. S'en suit toute une série de péripéties qui vont faire vaciller la Russie tout entière.

Écrivain soviétique, Nicolas Bokov fait partie de la culture dissidente russe et appartient à cette génération de dissidents des années 60. Il est contraint à l'exil en 1975 en France pour son activité dans le samizdat, média clandestin de diffusion d'œuvres, où il a publié une quarantaine de titres. *La tête de Lénine* a été lu clandestinement par des milliers de personnes à sa sortie en 1972. À l'occasion du centenaire de la révolution bolchévique, ce roman plein d'humour et de rebondissements est réédité. Véritable satire cinglante de la période soviétique, où l'idolâtrie est poussée au ridicule, Nicolas Bokov se pose en résistant qui tente de lutter par l'humour et la plume à l'ordre stalinien. **C. C.-S.**

Les eaux-delà du Danube. *Études d'ethnologie balkanique,* Marianne Mesnil et Assia Popova, Paris, Petra éditions, 2016, 360 p.



Existe-t-il une Balkanie ? C'est à cette question que répondent deux ethnologues partis étudier les pays qui longent le Danube. Rompant avec un discours orientalisant, Marianne Mesnil et Assia Popova invitent le lecteur à abandonner les représentations tribales accolées à cette contrée européenne. Ces représentations - souvent relayées par les médias - structurent un paysage de pays considérés incapables d'accéder à la démocratie, immatures et voués à d'interminables luttes tribales. Les deux

chercheuses leur opposent la complémentarité et la complexité de cette région balkanique en proposant aux lecteurs une étude minutieuse des expressions du quotidien : un banal four à pain devient ainsi un objet « idéal », pour reprendre l'expression de l'idéaltype de Weber, permettant de « reconstituer la structure d'ensemble de cet ensemble mythique trans-danubien et y découvrir son sens complet ». Cette démarche permet d'inscrire des pratiques, rituelles et croyances refoulées par la « modernité européenne » mais ici toujours présents et partant, constitutifs d'un « balkanisme » ou d'une « balkanitude ». L'étude de ce refoulement du « naturel » par le processus de civilisation, analysé en son temps par Norbert Elias, est soulignée par Vintilă Mihăilescu dans sa préface comme inscrite dans une ethnologie européenne « constitutive d'une culture européenne commune » et d'un *Homo Balkanicus*. « Le livre est ainsi un cadeau au public européen tout entier, qui retrouve ainsi une partie de son identité et, en même temps, un avertissement sui generis à ceux qui décident des politiques de l'unité européenne ».